

Tunisie : par leur mobilisation, les jeunes chômeurs de la région de Tataouine obtiennent d'importantes avancées

Depuis près de trois mois, la révolte gronde dans le sud tunisien contre le chômage et l'absence de développement économique qui ravagent cette région, pourtant riche en pétrole et en gaz.

Lors de sa venue à Tataouine, le 27 avril, le premier ministre s'était, pour l'essentiel, contenté de promettre la création de 2 500 "petits boulots" précaires et sous-payés.

Face à ce mépris, les jeunes chômeurs étaient montés d'un cran dans leur mobilisation en tapant au portefeuille : le transport puis la production d'hydrocarbures ont été progressivement paralysés par des blocages.

cf. communiqué du 24 mai de l'Union syndicale Solidaires

<https://solidaires.org/Solidarite-avec-les-manifestations-pour-l-emploi-et-le-developpement-en-Tunisie>

Vendredi 16 juin, après une nuit de négociation, un accord est finalement intervenu entre le gouvernement et les manifestants, en présence du secrétaire général de l'UGTT qui s'était proposé comme médiateur.

Alors que le 27 avril, aucun recrutement n'était accordé dans le secteur des hydrocarbures, 1 500 y auront lieu avant décembre selon un calendrier précis.

Des allocations seront versées aux futurs recrutés en attendant qu'ils rejoignent leurs postes.

D'autres emplois, malheureusement précaires et mal payés, seront par ailleurs attribués : 1 500 en juin 2017, 1 000 en janvier 2018 et 500 en 2019.

D'autres mesures complètent cet accord, dont notamment :

- le recrutement d'un membre de la famille d'Anouar Sekrafi, le jeune décédé lors d'un sit-in, ainsi que de celle du manifestant grièvement blessé Abdallah Aouay,
- l'engagement du gouvernement à ne pas poursuivre les protestataires,
- le versement par l'Etat de 80 millions de dinars (30 millions d'euros) à un fonds chargé d'investir pour développer la région.

En échange, les jeunes ont accepté la remise en fonction des installations d'extraction d'hydrocarbures, le déblocage des routes, et la fin des sit-in dans la région de Tataouine.

Ils sont toutefois prêts à tout moment à reprendre les blocages si le gouvernement n'honorait pas ses promesses. Pour cette raison, ils n'ont pas démonté les tentes utilisées pour les sit-in à proximité des installations des compagnies pétrolières et gazières.

Dans le sud tunisien, l'essentiel des problèmes restent cependant posés :

- dans la région de Tataouine, le taux de chômage avoisine en effet 27% (et 36% chez les diplômés du supérieur),
- dans la région voisine de Kebili, aux caractéristiques comparables, les revendications des manifestants n'ont toujours pas été satisfaites et le blocage des compagnies d'hydrocarbures continue.

Le 18 juin 2017